

**Arnaud Demoor**

Chef de Coopération

Représentant du Chef de Délégation de l'Union européenne  
en République du Cameroun

**Célébration de la journée africaine de l'Etat civil**

Check Against Delivery  
Seul le texte prononcé fait foi  
Es gilt das gesprochene Wort

08/8/2019

- Monsieur le Ministre des Finances
  - Monsieur le Ministre de la Décentralisation et du Développement local,
  - Monsieur le Ministre de la santé publique
  - Mme la Ministre de la promotion de la femme et de la famille
  - Monsieur le Préfet de Mfoundi
- Monsieur le Directeur général du BUNEC
- Monsieur le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé
  - Monsieur le Directeur du programme PAMEC de la GIZ
  - Monsieur le Représentant de l'UNICEF
- Mesdames, Messieurs les représentants de la société civile
  - Chers participants,

Je suis heureux, au nom de l'Union européenne, de prendre la parole à l'occasion de la célébration de la Journée Africaine de l'Enregistrement des faits et des statistiques d'Etat Civil.

Permettez-moi de commencer mon propos en soulignant qu'un *systeme d'état civil fiable et bien organisé* est le socle de l'exercice, par les citoyens, de leurs droits fondamentaux et, plus spécifiquement, un prérequis pour que les citoyens puissent jouir pleinement, dans le cadre de l'Etat de droit, de leurs droits civils et politiques. L'acte de naissance est donc la matérialisation du premier droit de l'enfant qui vient au monde, à savoir le droit d'avoir une identité et d'exister en tant que personne. Ce n'est qu'avec cet acte, visiblement banal, mais ô

combien symbolique, que l'enfant et l'individu qu'il est, aura accès aux droits fondamentaux que sont le droit à l'instruction, le droit au nom, et – après l'atteinte de la majorité - au droit de vote, ainsi que celui de l'accès aux prestations sociales. Dans le contexte actuel, l'importance de l'état civil devient de plus en plus évidente, non seulement pour assurer la jouissance des droits sus-évoqués, mais aussi pour que les Etats puissent, d'une part, connaître leurs populations en vue d'organiser la planification des services publics et sociaux, de l'aménagement du territoire, des infrastructures et de bien d'autres services comme d'assurer leur sécurité.

Mesdames et Messieurs, Chers participants,

Une étude diagnostique du système de l'état civil au Cameroun a mis à jour des nombreuses déficiences. En effet, seulement 60% des nouveau-nés sont enregistrés à la naissance avec des taux les plus bas dans les régions de l'Extrême Nord (38.2%) et de l'Est (56%).

**Dans ce contexte je tiens saluer l'action du** gouvernement, et en particulier celle du MINATD et, depuis 2018, du MINDEVEL, pour le programme de réformes mis en œuvre depuis 2010, en vue de remédier à ces problèmes. Je ne peux que féliciter les nombreuses améliorations que nous pouvons observer aujourd'hui, notamment en ce qui concerne la formation des officiers d'état civil, la sensibilisation des autorités locales et traditionnelles, la réhabilitation de certaines infrastructures indispensables au fonctionnement du système ainsi que la création d'un Bureau Nationale de l'Etat Civil (BUNEC).

**Le Programme de soutien à la citoyenneté active (PROCIVIS)** répond à notre ambition commune de renforcer la gouvernance, à travers un appui à un double niveau : la réforme de l'état civil et le renforcement de la société civile. Ce programme est financé, au titre du 11<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement, à hauteur de dix millions d'euros (6,5 milliards de francs CFA). La convention a été signée entre l'Union européenne et le Cameroun en 2017 et ce programme est opérationnel depuis 2018.

---

Ladies and gentlemen,

While civil registry is a relatively new field of cooperation for the EU in Cameroon, its importance is already well recognised. Indeed it is absolutely crucial for a State to better understand the structure and dynamics of its population. It is impossible for any government to be able to insure the functioning of its population's daily life, and also to ensure free and safe circulation of all citizens within the country and across its borders, without having access to reliable data about the size, the configuration and the age of its population.

The project cited above, PROCIVIS, will support the government in its efforts to improve the current civil registry system. The project will support not only awareness raising strategies in order to convince the population to register their children, their marriages and their deaths,

but also improve the functioning of the system through training of officials, updating the legal framework, creating sustainable archiving systems, just to mention a few. Another main objective of PROCIVIS is to reinforce the coordination of the actors and the activities that are currently put in place in the sector.

-----

Une partie du volet État Civil du PROCIVIS sera effectuée à travers un Devis-Programme mis en œuvre par une Unité de Gestion du Programme, recrutée à cet effet. L'autre partie sera réalisée à travers une subvention directe octroyée au BUNEC, avec l'appui d'un expert basé au BUNEC.

C'est pour conduire l'exécution de cette subvention directe que le BUNEC et l'Union européenne ont convenus de mettre en place, auprès du BUNEC, *le Projet d'Amélioration du Système d'Etat Civil au Cameroun pour une Citoyenneté Active (PASECA)* qui va s'étendre de 2019 à 2021 et bénéficier d'un financement de l'ordre de 1 500 000 euros soit à 95% de subvention directe de l'Union européenne et 5% du BUNEC.

En effet, le BUNEC, en tant que bras technique de l'État dans la gestion du système national de l'état civil, aura une importante responsabilité dans la réalisation des activités de la réforme du système d'état civil. Je pense notamment à la mise en fonctionnement des dix (10) Agences Régionales du BUNEC ; au contrôle de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) centres d'état civil dans les dix

régions du Cameroun ; à la fourniture de plus de cinquante mille (50.000) registres et leur distribution à tous les centres d'état civil ; à la formation de tous les acteurs d'état civil ; etc.

Ce sont certes des responsabilités majeures pour une jeune institution comme le BUNEC, mais je suis confiant qu'avec tous les acteurs du secteur d'état civil, elles vont être maîtrisées. Les premières activités de la subvention ont été exécutées avec succès, à savoir la formation du personnel du BUNEC, des ateliers de formations des Organisations de la Société civile ainsi que le lancement de plusieurs études.

Pour terminer, je voudrais rappeler que l'engagement de l'Union européenne s'inscrit en droite ligne avec les appuis antérieurs au secteur, notamment ceux de la France et de l'UNICEF, afin d'assurer une continuité dans l'agenda de réformes élaborées par le gouvernement, à l'exemple du plan stratégique en 2017. Avec l'arrivée de plusieurs nouveaux partenaires dans le secteur, notamment la GIZ et le KOICA, l'approche stratégique et la coordination entre partenaires est essentielle.

Je souhaite clôturer mon allocution en félicitant le MINDEVEL pour cette belle célébration; l'état civil est un domaine régalien qui nécessite des moyens humains et financiers adéquats et mérite plus de visibilité afin que chacun réalise son importance pour une société mieux organisée et plus démocratique.

Je vous remercie de votre attention.

Et vive la coopération entre le Cameroun et l'Union Européenne !